

Unité bidépartementale Eure Orne  
Place du général Bonet  
61000 Alençon

Évreux, le 18/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE**

562 Avenue du Parc de l'Ile  
92000 Nanterre

Références : 61-2024-40  
Code AIOT : 0005304958

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE implanté Site Autoroute A28 Relais de la Dentelle d'Alençon 61250 Valframbert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection avait pour but de vérifier le régime applicable aux installations, notamment au titre de la rubrique 1435 (stations-service).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE
- Site Autoroute A28 Relais de la Dentelle d'Alençon 61250 Valframbert
- Code AIOT : 0005304958
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une station-service pour les véhicules légers et les poids lourds, il comprend une installation de distribution de GPL.

Il est concerné par trois rubriques : 1414-3 pour la distribution de GPL « installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs dotés de jauges et soupapes par du gaz inflammable liquéfié », la rubrique 4734 pour le stockage de carburant et la rubrique 1435 « stations-service ».

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôles périodiques	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-55	Demande d'action corrective	2 mois
7	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	Demande d'action corrective	15 jours
12	Pollution des sols	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.7	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2	Sans objet
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
5	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7.A	Sans objet
8	Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.5	Sans objet
9	Plans des locaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Sans objet
10	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3	Sans objet
11	Pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement relève du régime de déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 4734-1-c; 1414-3 et 1435-2. L'exploitant a effectué les déclarations correspondant à ces rubriques. L'exploitant fait procéder aux contrôles périodiques pour ces rubriques.

Lors du dernier contrôle périodique, deux non-conformités ont été relevées.

L'exploitant doit faire intervenir l'organisme de contrôle qui a relevé la non-conformité sous deux

mois afin de constater le respect des prescriptions dont le non-respect a conduit aux non-conformités relevées.

L'exploitant doit faire évacuer et traiter dans un établissement autorisé la terre et l'herbe susceptible d'être contaminée par des hydrocarbures.

L'exploitant doit faire entretenir son réseau de collecte des eaux de voirie afin de s'assurer que toutes les eaux pluviales tombant sur son site puissent être traitées par son séparateur d'hydrocarbures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
<b>Constats :</b>  Au titre de la rubrique 4734-1 « stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, pour les cavités souterraines et les stockages enterrés » : Le classement à cette rubrique se fait en fonction de la capacité de stockage d'essence ou de la totalité des carburants liquides.  L'installation dispose de trois cuves enterrées de 80 m <sup>3</sup> contenant des carburants liquides. Ces cuves sont compartimentées comme suit :  Cuve n°1 : 60 m <sup>3</sup> de gasoil ordinaire et 20 m <sup>3</sup> de gasoil premium ; Cuve n°2 : 40 m <sup>3</sup> de gasoil ordinaire et 40 m <sup>3</sup> de E10 ; Cuve n°3 : 40 m <sup>3</sup> de gasoil, 20 m <sup>3</sup> de SP98 et 20 m <sup>3</sup> de E85. soit une capacité totale de stockage de 240 m <sup>3</sup> , ce qui est donc inférieur au seuil du régime d'enregistrement fixé à 1000 tonnes de carburant pour les réservoirs enterrés.  Elle dispose également de deux réservoirs de stockage d'additif pour gasoil « AdBlue » et de GPL , de respectivement 10 m <sup>3</sup> et 11,5 m <sup>3</sup> . Le GPL est classé sous la rubrique 1414.  Au titre de la rubrique 1414-3 « installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs dotés de jauges et soupapes par du gaz inflammable liquéfié » : Cette sous-rubrique est soumise à déclaration avec contrôle périodique sans seuils.  Au titre de la rubrique 1435 « stations-service » : Le classement à cette rubrique se fait en fonction du volume annuel de carburant liquide distribué.

<p>L'exploitant a indiqué avoir distribué :</p> <p>En 2021 : 7655 m<sup>3</sup> de carburant dont 1568 m<sup>3</sup> d'essence ;  En 2022 : 10 838 m<sup>3</sup> de carburant dont 2634 m<sup>3</sup> d'essence ;  En 2023 : 9679 m<sup>3</sup> de carburant dont 2777 m<sup>3</sup> d'essence.</p> <p>Ces volumes sont supérieurs au seuils de classement à déclaration (100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total) mais inférieur au seuil d'enregistrement (20 000 m<sup>3</sup> de carburant liquide distribué).  L'établissement est classé à déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 4734-1-c ; 1414-3 et 1435-2.</p> <p>Les déclarations ont été effectuées pour ces rubriques le 7 septembre 2015, avec une dernière déclaration de modification au 16 avril 2020.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Contrôles périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-55</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, réalisation des contrôles périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les derniers contrôles périodiques des installations ont eu lieu le 7 mars 2023 pour les trois rubriques, par la société MADIC et le 27 juin 2018 pour les rubriques 1414 et 4734 par la société Tokheim.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle périodique mentionne deux non-conformités majeures, respectivement pour la rubrique 1435 (absence d'un des extincteurs prescrits) et pour la rubrique 1414.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'article R512-59-1 prévoit que l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant.</p> <p>Je vous demande de transmettre, sous deux mois, le rapport de contrôle complémentaire qui met en évidence la levée des non-conformités relevées lors du contrôle du 7 mars 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

## N° 3 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte externe contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est dotée de deux réserves d'eau de 60 m<sup>3</sup> chacune. Elles équivalent à un réseau pouvant fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup> par heures pendant deux heures. Un contrôle de ces citernes par la société Samsic Emalec a eu lieu le 13 mars 2023.</p> <p>Ce contrôle n'a pas relevé d'anomalies.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;</li> <li>- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;</li> <li>- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation comprend 13 îlots de distribution et un local technique (électrique). Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les installations sont surveillées en permanence. L'installation dispose, sur chaque îlot de distribution, d'un interphone relié au bureau de surveillance de la station. L'installation est également dotée d'un dispositif d'extinction automatique. Ces moyens d'extinction ont été contrôlés le 13 mars 2023 par la société Samsic Emalec. L'installation n'est pas dotée ni de système d'alarme à déclenchement manuel, ni d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident. L'exploitant a indiqué que ceux-ci sont remplacés par le système d'extinction automatique, ce qui est prévu par l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 : "pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents</p>

pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente". On peut donc conclure à la conformité de l'installation à cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte interne contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection l'îlot comprenant les pompes 6 et 7 a été inspecté.

Il a été constaté :

- pour l'îlot comprenant les pompes 6 et 7, la présence d'un extincteur sur roue à poudre de 50 kg, un extincteur à poudre de 6 kg et d'un bac de sable équipé d'un couvercle et muni d'une pelle.
- que chaque îlot est équipé d'un extincteur à poudre de 6 kg.
- pour le local technique, un extincteur à CO2 (homologué 233 B) de 5 kg à l'extérieur du local et qui a été contrôlé en 2021, 2022 et 2023 par la société Samsic Emalec.
- la présence de trois couvertures antifeu a été constatée lors de l'inspection.

Le dernier contrôle des extincteurs a eu lieu le 13 mars 2023. Il ne relève pas d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7.A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des installations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

<p>L'exploitant dispose d'un rapport de contrôle et d'un fichier de levée des anomalies, par an, depuis 2017.</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a eu lieu le 14 mars 2023.</p> <p>Les contrôles sont effectués par la société Bureau Véritas.</p> <p>La maintenance est ensuite faite par la société Castres équipement qui est accompagnée par un technicien de la société Bureau Véritas qui rédige le fichier de levée des non-conformités.</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques ne relève pas d'anomalie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...]</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipée de 2 décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures : un en aval du parking poids lourds et un pour le reste des voiries. Ils débouchent sur un bassin d'orage dont le trop-plein rejoint le milieu naturel.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté deux bordereaux de suivi de déchets dangereux datant des 22 juin 2023 et 7 juillet 2022.</p> <p>Ces bordereaux indiquent que la vidange et le transport de déchets sont effectués par la société Alzéo vers deux sites de retraitement : les sédiments vers un site de la société Solvalor et les eaux hydrocarburées vers un site de la société Aretzia.</p> <p>Les regards du réseau de collecte des eaux pluviales en aval de l'aire de dépotage sont encombrés par des feuilles mortes</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit maintenir les installations de collecte des eaux pluviales dans un bon état de propreté.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15jours

**N° 8 : Rejets dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif, le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; b) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : hydrocarbures totaux : 10 mg/l. [...]
<b>Constats :</b>  La dernière analyse de l'eau en sortie du bassin d'orage a été réalisée par la société Ciele le 26 octobre 2023. Les valeurs mesurées sont les suivantes : pH : 7,1 Hydrocarbures totaux : < 0,1 mg/l
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plans des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté.
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b>  Hormis le dossier de déclaration, conservé en version papier, tous les documents présentés par l'exploitant sont conservés en format informatique sur un logiciel commun à l'ensemble de la société Total et alimenté directement par les sous-traitants réalisant les contrôles et analyses réglementaires. L'installation est encadré par des arrêtés ministériels qui sont consultables sur le logiciel de Total.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Flexibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des flexibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.</p> <p>Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification annuelle, présentant les dates de vérification périodique et de remplacement des flexibles. Ces vérifications sont effectuées par la société Euro station service. Lors de l'inspection un flexible de la pompe n°12 a été vérifié, il était en bon état, l'enrouleur l'empêche de traîner à terre et il date de 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des récupérateurs de vapeur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme compétent et indépendant, conformément [...] à la norme NF EN 16321-2 version de novembre 2013 à compter du [9 juillet 2016] ». Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques pendant un délai d'au moins six ans.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'un système de régulation électronique en boucle fermée. Le système est contrôlé annuellement par la société Castres équipements depuis 2021 et auparavant par la société Euro Anticorrosion Services (les dernières vérifications ont eu lieu les 30 janvier 2024 et 11 septembre 2023).</p>

<p>Le dernier contrôle du système de récupération des vapeurs a eu lieu le 2 décembre 2022.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les certificats de contrôle des récupérateurs de vapeur. Ceux-ci ne mentionnent pas de non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Pollution des sols**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 de la présente annexe, soit comme des déchets dans les conditions prévues au point 7 de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de traces d'hydrocarbures sur l'herbe en bordure de l'aire de dépotage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire évacuer et traiter dans un établissement dûment autorisé la terre et l'herbe à l'endroit où ont été constatées les traces d'hydrocarbures. Les justificatifs relatifs à cette élimination seront transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15jours</p>